Génocide de 1972 contre les Hutu du Burundi : reconstituer le puzzle

@rib News, 29/04/2013Le gÃ©nocide de 1972Â : les faits.Par Kazirukanyo MartinMerci Ã tous ceux qui commencent Ã lever le coin du voile sur cette triste pÃ©riode de notre histoire. Comme tous les autres compatriotes qui lâ€™ont soulignÃ©, en attendant la mise en place effective de la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation, les moyens modernes de communication permettent, heureusement, Ã tout Burundais(e) de s'exprimer et Ã apporter sa contribution (rÃ©flexion, tÃ©moignage, documents,â€¦) afin de reconstituer le puzzle. Les faits

Le 15 mars 1972, Mgr Makarakiza dÃ©nonce un complot hutu. La sÃ»retÃ© gÃ©nÃ©rale administrÃ©e par Bizindavyi et le commandant NDIKUMANA partent en Tanzanie pour organiser une surveillance des Hutu, les frontiÃ¨res restent ouvertes. Le 30 mars 1972 se passe le kidnapping de Ntare V en Uganda grÃ¢ce Ã la complicitÃ© d'Idi Amin et de Micombero. RamenÃ© Ã Bujumbura, il est accusÃ© d'avoir voulu renverser la rÃ©publique pour rÃ©instaurer la monarchie ave l'aide des mercenaires blancs et des Burundais monarchistes. La radio invite la population Ã veiller. Le 26 avril 1972, une assemblÃ©e du parti Uprona prend des mesures de rÃ©pression contre tous ceux qui n'ont pas encore adhÃ©rÃ© Ã la JRR et demande au prÃ©sident de la rÃ©publique de dÃ©crÃ©ter une loi instituant la suprÃ©matie du parti Uprona. Le 27 avril 1972 Shibura Albert, ministre de l'IntÃ©rieur, va Ã Nyanza Lac et distribue des armes aux intellectuels Tutsi et ceux qui sont influents dans la masse ; par erreurs quelques Hutu en reÃ§oivent. Le 28 avril 1972 se rÃ©unit le Conseil des ministres. On ne sait trop ce qui s'est dÃ©cidÃ©, mais il semble que l'unanimitÃ© ne s'est pas faite quant au sort Ã rÃ©server Ã Ntare V. Le tiraillement dÃ©cida probablement Micombero Ã rÃ©voquer son gouvernement. Les ministÃ¨res sont dirigÃ©s par les directeurs gÃ©nÃ©raux. Le 29 avril 1972 Shibura et Yanda terminent la distribution des armes dans la province de Bururi et reviennent Ã Bujumbura dans la nuit. Une fÃªte des officiers Ã©tait organisÃ©e. Plus tard le gouvernement dira que le complot des Hutu consistait en une exÃ©cution de tout le monde participant Ã cette fÃªte. Remarquons qu'il n'a pas exhibÃ© les preuves de ce complot Hutu. Ntare V est exÃ©cutÃ©, dans la nuit, Ã Gitega. Un couvre-feu est imposÃ© Ã tout le pays.Le 1er mai 1972 la radio de Bujumbura annonce que de sÃ©rieux combats se dÃ©roulent dans le sud du pays et qu'il s'agit de Mulelistes venant du Zaire aidÃ©s par les Inyenzi (monarchistes rwandais) et des Barundi monarchistes. Tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit prÃ¨s des bÃ¢timents administratifs ou dans des lieux publics. Remarquons que le gouvernement a parlÃ© de "Mulelistes", sans doute pour attirer l'attention de Mobutu, d'"Inyenzi" pour ne pas inquiÃ©ter Kayibanda et de 11 monarchitesl' pour endormir les Hutu. Le 2 mai 1972 la radio annonce que le devoir et le droit de tout Burundais sont de dÃ©noncer tout fauteur de trouble. La rÃ©volte est cette fois attribuÃ©e aux tribalistes, sous-entendu les Hutu, dans le but de mobiliser les Tutsi contre les Hutu et attirer la sympathie de la Tanzanie, de toute l'Afrique au sein de l'OUA ainsi que l'opinion internationale. SynthÃ¨se des mÃ©canismes du gÃ©nocide Les mÃ©canismes du gÃ©nocide sont synthÃ©tisÃ©s dans "le plan de gÃ©nocide" Ã©laborÃ© par AndrÃ© Muhirwa et repris par Simbananiye. 1. Sem haine entre les ethnies en noircissant fortement quelques hauts intellectuels Hutu. 2. Faire disparaÃ®tre physiquement le chef de l'Etat pour plonger le pays dans la confusion et la colÃ¨re. 3. Tablant sur les faux bruits dÃ©jÃ en circulation, crier haro sur les Hutu pour la rÃ©cidive de 1965. Alors il ne restera plus qu'Ã lancer une rÃ©pression sanglante sur les cibles choisies d'avance et se montrer trÃ¨s actif dans l'Ã©puration criminelle pour rÃ©clamer le pouvoir comme ranÃ§on de son zÃ¨le. AprÃ¨s ce coup de balais, l'apartheid rÃ¨gnera au Burundi et le "pÃ©ril Hutu" sera anÃ©anti. Ã jamais (rapport politique 093/100 Cab/68, Bujumbura 1968). Remarquons que le plan de gÃ©nocide a connu quelques modifications : ce n'est pas le chef de l'Etat de l'Ã©poque, Michel Micombero, qui a Ã©tÃ© Ã©liminÃ©, conformÃ©ment au point 2 du plan de gÃ©nocide, m l'ex-chef' d'Etat, Ntare V. Les mÃ©thodes utilisÃ©es pour tuer Cela dÃ©pendait de la rÃ©gion oÃ¹ on se trouvait. Les premiÃ¨res victimes, c'est-Ã -dire pendant les trois premiers jours, ont Ã©tÃ© tuÃ©es au fusil, ceci rÃ©pondant Ã la nÃ©cessitÃ© de faire v Ã©tant donnÃ© qu'il s'agissait de faire disparaÃŽtre les hauts fonctionnaires Hutu. Dans la rÃ©gion de Jenda-Mwaro, on tuait les Hutu Ã l'aide de bambous. Dans la rÃ©gion du sud, on utilisait des machettes et des massues Ã Bujumbura (vers le 15 mai 1972), Ã la prison de Mpimba on tuait avec des bambous qu'on avait fait venir de Jenda. Dans la rÃ©gion de Kirimiro et du nord on tuait Ã la massue et beaucoup furent enterrÃ©s vivants. La plupart des Ã©tudiants ont Ã©tÃ© tuÃ©s Ã la baillonnet Beaucoup sont morts d'Ã©touffement dans les salles oÃ¹ on les enfermait en surnombre. D'autres Hutu martyrisÃ©s ont Ã©tÃ© tuÃ©s par empalement et Ã©cartÃ¨lement. Les listesLes listes des fonctionnaires et des personnes influentes d'ethnie Hutu avaient Ã©tÃ© faites longtemps Ã l'avance. NÃ©anmoins, dans les Ã©coles, ce sont les Ã©lÃ¨ves Tutsi qui Ã©tablissaient les l de leurs camarades. Quant aux paysans, ils ne nÃ©cessitaient pas de listes. Comme la JRR et l'Uprona avaient encadrÃ© le pays depuis 1968, les paysans Tutsi savaient trÃ¨s bien qui Ã©tait Hutu et qui ne l'Ã©tait pas ; le ramassage se faisait sans aucune confusion. Les responsabilitÃ©sLa responsabilitÃ© ou l'Ã©tablissement de la culpabilitÃ© du rÃ©gime sÃ©grÃ©gationniste UPRONA est aisÃ©e Ã Ã©tablir Ã©tant donnÃ© les faits citÃ©s plus haut. GrÃ¢ce Ã la SÃ»retÃ© les liste Ã©taient centralisÃ©es et confiÃ©es soit Ã l'armÃ©e quand son concours Ã©tait nÃ©cessaire, soit Ã la JRR organisÃ©e en mi paramilitaire par le Parti Uprona. Quant Ã la radio nationale elle servait de courroie de transmission rapide entre les mains des commanditaires du gÃ©nocide dont Micombero Ã©tait le chef. Elle trompait les Hutu pour mieux les faire attraper, tout ignorants qu'ils Ã©taient du programme en cours de rÃ©alisation.Â Elle annonce aussi que quelques-uns ont Ã©tÃ© capturÃ©s et que certains rebelles se dirigent vers Ngozi. "Habwirwa benshi hakumva benevyo", les Tutsi, Ã partir de ce jour mettent Ã jour les listes des Hutu et certaines Ã©taient dÃ©jÃ dans les mains de la SÃ»retÃ©, les rafles avaient dÃ©jÃ commencÃ©. Le 3 mai 1972, des munitions, deux cents hommes de troupes et deux bombardiers arrivent du ZaÃ®re. La radio nationale annonce pour la premiÃ¨re fois que des Ã©tudiants et des mercenaires entraÃ®nÃ©s Ã l'Ã©tranger ont envahi l pays. Le 4 mai 1972 la radio nationale rÃ©pÃ¨te que le soulÃ¨vement est l'oeuvre des tribalistes (sous-entendu Hutu) antirÃ©volutionnaires et que les auteurs ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s. Elle demande Ã la population de former des groupes de vigilanc et appelle les membres de la JRR Ã Ngozi Ã coopÃ©rer pour combattre l'ennemi. Depuis le 1er mai 1972 les habitants de Bujumbura voient des camions chargÃ©s de prisonniers et de cadavres dissimulÃ©s sous les bÃ¢ches, s'en aller vers des charniers oÃ¹ les buldozers les recouvrent de terre. Les fonctionnaires, les dirigeants d'entreprises, les responsables, les Ã©tudiants, les professeurs, les possesseurs de comptes dans les caisses d'Ã©pargne ou Ã la poste, les employÃ©s, les

ouvriers, mÃªme des domestiques ... tous d'origine Hutu, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et exÃ©cutÃ©s. Quant au peu de Hutu qui Ã©tai encore Ã l'armÃ©e, leur sort avait Ã©tÃ© rÃ©glÃ© au dÃ©but des massacres. Le 14 mai 1972, Nyamoya Albin est nommÃ© Pr ministre et deux jours aprÃ¨s la formation du gouvernement les massacres de Hutu continuent. L'armÃ©e continue Ã tuer Ã Bubanza, Bujumbura, Ngozi, Gietaga et Muramvya. Quant Ã Bururi la tuerie n'a plus de raison d'Ãªtre, vu l'extermination des Hutu qui s'y Ã©tait opÃ©rÃ©e depuis le 29 avril et la grande masse qui avait fui en Tanzanie. Le 24 novembre 1972, des promotions sont dÃ©cernÃ©es au sein de l'armÃ©e. Le Lieutenant-Colonel Ndabemeye Thomas devient GÃ©nÃ©ral et Chef d'Etat-Major, le Major Nzohabonayo et le Capitaine Bagaza deviennent Lieutenants-Colonels, en mÃªme temps que ce dernier est nommÃ© Chef d'Etat Major adjoint. On peut se poser la question suivante : est-ce que ces promotions n'Ã©taient pas une rÃ©compense Ã leur bravoure dans les massacres des Hutu. Le 5 juin 1972, le "Pourquoi Pas ?" avanÃ§ait le chiffre de deux cent mille victimes contrairement au chiffre de dix mille rebelle tuÃ©s avancÃ© par le gouvernement pour cacher son ignominie, le 30 mai 1972. Dans toutes les guerres il existe des prisonniers et les victimes dans les deux camps, mais dans celle qui s'est dÃ©roulÃ©e au Burundi il n'y a eu que des victimes Hutu. Si la thÃ¨se que le gouvernement avance, Ã savoir des combats sanglants dans tout le pays, pourquoi n'y a-t-il eu que des rÃ©fugiÃ©s hutu dans les pays limitrophes ? La seule thÃ¨se que nous pouvons retenir pour nous et faire valoir Ã l'opinion internationale est qu'il y a bel et bien eu un gÃ©nocide dirigÃ© contre les Hutu, qui tire ses sources des structures hÃ©ritÃ©es de la colonisation et de la fÃ©odalitÃ© qui ont favorisÃ© les Tutsi, et qui a Ã©tÃ© orchestrÃ© dans le cadre d'un plan prÃ©Ã©tabli (cfr. plan de gÃ©nocide environ 300.000 morts, soit plus de 7% de la population et plus de 13% de la population masculine de l'ethnie hutu. Tel un serpent qui hypnotise un rat, le gouvernement empÃªchait les Hutu de fuir ou de se dÃ©fendre en leur rÃ©pÃ©tant sans cesse qu'il n'y avait que les coupables qui Ã©taient visÃ©s. Alors, les Hutu se sachant honnÃªtes ne voyaient pas la nÃ©cessitÃ© de s'inquiÃ©ter, jusqu'au moment oÃ¹ le rouleau compresseur frappait Ã la porte. En outre, la radio nationale servait les sanguinaires en trompant l'opinion internationale par la diffusion de fausses informations, comme on l'a vu plus haut. La SÃ»retÃ©, l'armÃ©e, le parti Uprona et ses mouvements intÃ©grÃ©s, font partie intÃ©grante du rÃ©gime, leur responsabilitÃ© dans ces tueries est nette. Kazirukanyo Martin